

## EDITORIAL

### Fraudes massives

**O**n observe les péripéties fiscales pour voir de quel côté va pencher la balance, du côté de la fraude ou du côté d'un début de remise en ordre. A noter que l'absence d'enjeux électoraux immédiats rend cette bataille plus équitable: l'achat de voix via les «interventions» de partis ou de candidats pèse moins maintenant que dans dix-huit mois. Pas la peine de faire un dessin, hélas!

Ces «rentes politico-fiscales» sont devenues, au cours de ces dernières décennies, un des plus grands handicaps au développement du Maroc.

Il y a la fuite des recettes de l'Etat et ses conséquences sur les services sociaux.

Il y a un laisser-aller légal et moral acceptant ces comportements que les économistes appellent les «cavaliers libres» (profiter sans payer).

Ce n'est pas le pire.

La fraude est rarement vue comme la destruction d'entreprises. Pourtant, c'est le plus grand des manquements à la concurrence saine et loyale. C'est le plus grand dans son étendue géographique et sectorielle. C'est le plus grand par les masses financières, puisque les sommes en jeu dépassent plusieurs dizaines de milliards de dirhams chaque année.

On a un indicateur grossier mais très bavard: la TVA intérieure et la TVA sur les importations. La logique dit que la TVA intérieure doit être considérablement plus élevée que l'autre. Sinon, comment pourrions-nous payer les importations?

Pendant deux décennies, il y avait assez de fraude intérieure pour que ces deux TVA soient équilibrées. Pas bon, mais on espérait toujours un redressement.

Puis, ne voilà-t-il pas qu'au milieu des années 2000, les chiffres dénoncent la hausse des fraudes. Aujourd'hui, la TVA intérieure rapporte à peine les trois quarts de la TVA sur importations: 29 contre 41 milliards de DH. La fraude n'a pas régressé. Bien au contraire, elle a explosé depuis dix ans.

Comment veut-on que les gens s'impliquent dans le développement national, quand on a laissé une telle situation s'installer? □

Nadia SALAH

# Recettes douanières

# Le Trésor fait le plein

- Un record de plus de 100 milliards de DH
- La Douane renforce les contrôles
- Une cellule dédiée aux croisements des données

Voir page 2



## La carte judiciaire se précise

**M**OHAMED Aoujjar veut en finir avec le chantier de la carte judiciaire avant le terme de son mandat. L'ambition de mettre en place des tribunaux modernes passe par la mise à niveau des structures existantes et la construction de nouveaux bâtiments. Le ministre de la Justice est

déjà en avance sur ce programme qui nécessite plus de 3 milliards de DH. Celui-ci couvre également la création de nouveaux tribunaux de première instance et de cours d'appel dans les différentes régions afin d'assurer une véritable justice de proximité. □

Voir page 11

## ■ Petite croissance pour le Maroc

Voir page 12

## ■ Trarem institutionnalise son tour de table

Voir page 6

Votre courrier pages 22 & 23



Par Alain GAUVIN

## Régime de change, Brexit et ISDA Quelles conséquences pour le Maroc?

Voir pages 28 & 29

## Investissement public régional Bientôt un cadre unifié de gestion?

Voir pages 8 & 9